

1ER OCTOBRE: SALAIRES, RETRAITE, BUDGET, SERVICES PUBLICS - TOUS MOBILISÉ·E·S!

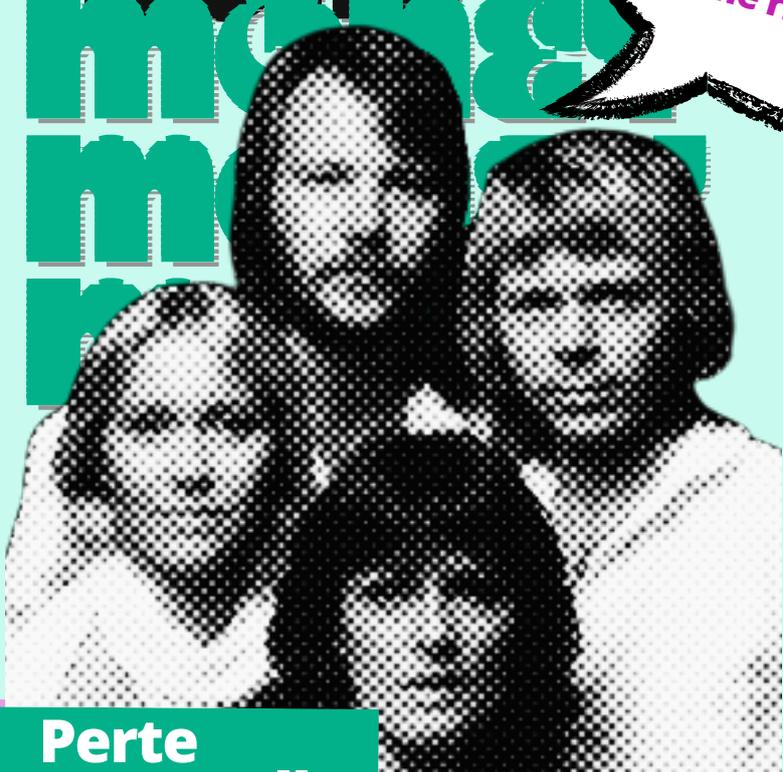
Fonction
 publique
 UTILITÉ
 PUBLIQUE

On l'a bien compris, refuser de nommer de nommer une Première ministre issue de la force arrivée en tête à l'Assemblée était un **enjeu fort de lecture du moment politique** : Macron rejette la poussée sociale à gauche. Michel Barnier incarne une droite austéritaire, prête à des coupes sévères dans les dépenses publiques. Le 1er octobre, faisons entendre nos voix **pour un autre budget**, pour **augmenter les salaires**, **abroger la réforme des retraites** et investir massivement dans les services publics et l'emploi public !

MONEY
MONEY
MONEY
MONEY
MONEY
MONEY
MONEY
MONEY
MONEY

money money money
 must be funny
 always sunny
 in the rich mans world !
 All the things I could do
 If I had a little money
 in the rich mans world !

 l'argent, l'argent, l'argent !
 Ça doit être sympa,
 il doit faire toujours beau,
 dans le monde des riches !
 Tout ce que je pourrais faire
 si j'avais un peu d'argent
 dans ce monde
 fait pour les riches !



mardi 1er octobre
 grève et manifestation
 départ 14h
 Place Denfert-Rochereau

Oui, il faut augmenter les salaires !

Abba le chantait dès 1976 : oui, l'argent c'est le nerf de la guerre. Le décrochage de pouvoir d'achat des agents publics sur les dernières années dans cette période d'inflation est sans précédent. **Aujourd'hui la fonction publique peine à recruter parce que les salaires ne sont plus du tout attractifs. Il faut que ça change !**

La CGT revendique :

- **Indexation du point d'indice sur l'inflation**
- **Revalorisation immédiate d'au moins 10% du point d'indice pour compenser les pertes de pouvoir d'achat**

Perte mensuelle de pouvoir d'achat

Depuis septembre 2018, la perte mensuelle de pouvoir d'achat pour les agents publics **liée à la non indexation du point sur l'inflation** est de **10,1%**.

cat. A AAE 10e ech	- 374€
cat. B SAENES CN 13e	- 281€
cat. C ADJAENES P2 12e	- 235€

Calculs : france-inflation.com
 sept 2018-sept 2024

abrogation de la réforme des retraites

Un budget d'austérité version XXL ?

Le 1er octobre doit s'ouvrir le débat budgétaire. Les lettres-plafonds transmises aux ministères pour préparer le **budget 2025 prévoient 10 milliards d'économies**. Tout porte à croire que les lois de finances et de financement de la sécurité sociale présentées par le gouvernement seront marquées par une amputation drastique des moyens alloués aux services publics, à la fonction publique, au système de santé et de sécurité sociale. **D'autres choix budgétaires sont possibles !** Mais pour ça, il faut restaurer les recettes de l'État avec des impôts justes qui ciblent les profits des entreprises et les plus aisés.



ma retraite,
je veux la
vivre !

Une nécessité : abroger la réforme des retraites

La réforme des retraites, imposée à coups de 49.3, est injuste et illégitime. En repoussant l'âge légal de la retraite à 64 ans et allongeant les durées de cotisation, elle a principalement pour effet de baisser le niveau des pensions. Il faut abroger cette réforme rejetée massivement par la population et mettre sur la table d'autres propositions de financements, comme le fait la CGT, pour garantir la pérennité de notre système par répartition.

L'indécence

**28 270€
par mois**

C'est le montant de
la retraite de **Michel Barnier**. Par mois. Oui. Vraiment.

Et c'est donc un premier ministre aussi déconnecté des réalités du pays qui est censé nous gouverner ? Qui assène que la situation des finances publique est grave, que le déficit est excessif et qu'il faut faire des économies ? Qu'il faut travailler jusqu'à 65 ans ? **De qui se moque-t-on ?**

Redonner à l'Etat les moyens d'agir

Pour assurer de bonnes conditions de travail aux agents publics, pour améliorer partout la qualité du service public, il faut réinvestir dans les services publics. Au delà des salaires, **nous avons besoin de créations de postes dans les services et sur le terrain**. Nous avons besoin que les réformes rétrogrades comme le choc des savoirs soient suspendues. C'est en investissant dans les services publics qu'on viendra à bout de la désespérance sociale, pas en continuant à détricoter année après année notre modèle social et sa capacité d'intervention.

**Réinvestir dans les
services publics :
c'est
urgent !**



N'hésitez pas à nous contacter !

 cgteducation.syndicat-ac@education.gouv.fr
 <http://cgteducac.fr>  5.31.38
   @cgteducac
 06.65.63.00.42 - Sylvie Aebischer
 06.16.70.60.37 - Jean de Labrusse